

À l'intérieur

Soudan du Sud :
distribuer les
dividendes de la
paix

Pages 4-5

Îles Salomon :
de la politique
à la planification

Pages 6-7

**Collaborer pour
mieux planifier**

Page 8

Tchad :
vulnérabilité
du secteur de
l'éducation

Page 9

Burkina Faso :
prévenir les crises

Pages 10-11

**Chili : la réponse
aux tsunamis**

Pages 12

**Publications
de l'IIEPE**

Page 16

Mieux planifier face aux crises



Préparation et prévention
sont des facteurs de
résilience

Lyndsay Bird & Leonora MacEwen ▲ IIEPE
l.bird@iiep.unesco.org ; l.macewen@iiep.unesco.org

Conflits et catastrophes naturelles nuisent gravement aux services éducatifs. Sur les 67 millions d'enfants déscolarisés dans le monde, 27 millions vivent dans des zones de conflit. Depuis 10 ans, chaque année, c'est près de 175 millions d'enfants qui sont susceptibles de subir une catastrophe naturelle¹. Ce problème global nécessite une réponse globale. La prévention est une solution. Selon la Croix-Rouge, 1 dollar investi dans la réduction des risques de catastrophe (RCC) permettrait

d'économiser entre 2 et 10 dollars sur les coûts d'intervention et de reconstruction². L'Institut de géophysique américain (USGS) et la Banque mondiale estiment qu'un investissement de 40 milliards de dollars dans la RCC aurait permis d'éviter des pertes de 280 millions de dollars dans les années 90³. En 2010, les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 600 milliards de dollars : 100 fois ce qui est nécessaire pour combler le déficit de financement du secteur de l'éducation au niveau mondial⁴.

Une « Nouvelle donne »

La communauté éducative reconnaît le rôle unique de l'éducation dans la prévention des conflits et des catastrophes. Les agences d'aide, comme l'USAID et l'AusAID, ont placé la réduction de la vulnérabilité au cœur de leurs actions, et le Partenariat mondial pour l'éducation a défini l'aide aux États fragiles comme l'une de ses trois priorités stratégiques.

Pourtant, selon le Réseau inter-agences d'éducation en situation d'urgence (INEE), « malgré son rôle salvateur et ses effets bénéfiques durables pour les enfants et les populations, le secteur éducatif reste l'un des moins soutenus dans une intervention humanitaire, alors que l'éducation représente l'une des demandes les plus pressantes des enfants et des parents immédiatement après une catastrophe »⁵.

Si la nécessité d'une approche multisectorielle pour réduire les risques de catastrophe naturelle est de mieux en mieux admise⁶, rares sont les initiatives qui accordent un rôle prépondérant à l'éducation. Lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan (2011), les pays du G7+⁷ et les principaux donateurs ont signé une « Nouvelle donne » pour l'engagement dans les États fragiles⁸. Cependant, l'éducation n'y est qu'un élément parmi d'autres, sans allusion aucune au rôle des systèmes éducatifs dans le renforcement de la capacité de résistance des populations face aux crises.

S'adapter aux crises

Un processus intégré en matière de politique et de planification est indispensable pour garantir l'intégrité physique et psychologique des enfants, en leur inculquant notamment les comportements appropriés pour faire face aux crises.

Par conséquent, chaque étape de la planification du secteur de l'éducation, depuis le diagnostic sectoriel jusqu'au suivi des stratégies de mise en œuvre, doit

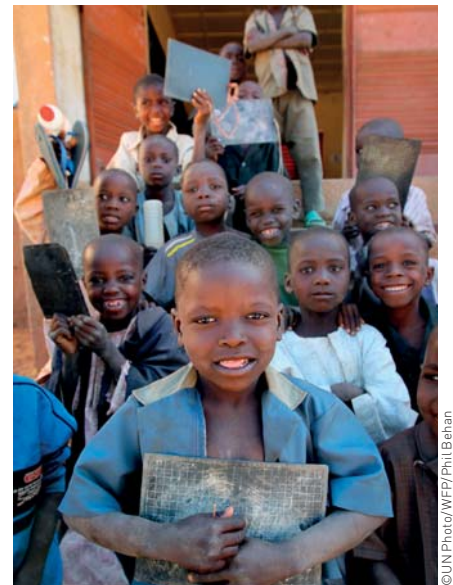
identifier les principales vulnérabilités face aux risques de catastrophe naturelle et de conflit, en vue de les réduire via l'analyse des besoins en capacité, la planification stratégique, la formulation de politiques et le recours aux indicateurs de réduction des risques appropriés pour le suivi et l'évaluation. Plus important encore, les gouvernements doivent prévoir un soutien financier suffisant.

Le diagnostic sectoriel doit comprendre une analyse de vulnérabilité afin d'identifier tous les risques potentiels de catastrophe ou de conflit pouvant avoir des répercussions sur le secteur de l'éducation. La capacité des pouvoirs publics à prévenir les risques et à s'y préparer doit déterminer la formulation des politiques, mais aussi les objectifs et les priorités stratégiques.

Faute de savoir identifier, planifier et mettre en œuvre les stratégies visant à atténuer les vulnérabilités, les approches actuelles pour traiter les crises resteront plus réactives que proactives et le coût des catastrophes, tant sur le plan humain qu'économique, continuera à augmenter.

La réponse des pouvoirs publics

Cette *Lettre d'information* présente les expériences de tous les pays qui ont abordé les divers aspects de la réduction des risques de catastrophe et de conflit. Les articles consacrés au Soudan du Sud (p. 4 et 5) et aux Îles Salomon (p. 6), ainsi qu'au Partenariat mondial pour l'éducation (p. 8) portent sur l'institutionnalisation de la réduction des risques au niveau de la politique et de la planification. Une étude examine le contenu et les approches utilisées dans les analyses de vulnérabilité et lors de la mise en œuvre d'initiatives de préparation aux catastrophes – comme au Tchad (p. 9), au Burkina Faso (p. 10) et au Chili (p. 12). Les actions spécifiques menées au niveau des communautés locales sont également mentionnées, par exemple les différentes formes du dialogue interculturel dans des pays tels que le Guatemala (p. 7) ou le Népal (p. 11). ■



© UN Photo/WFP/Phil Behan

¹ MacEwen et al., 2010, *Education sector planning: working to mitigate the risk of violent conflict*, Paris : Rapport mondial de suivi de l'UNESCO.

² Department for International Development (DFID), 2006, *Natural disaster and disaster risk reduction measures – A desk review of costs and benefits*. Londres : DFID, Environmental Resources Management.

³ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. 2007. *The Global Alliance for disaster risk reduction: Building safer, resilient communities*. Genève : Croix-Rouge, Département politiques et préparation aux catastrophes.

⁴ Kotite, P., 2012, *Education for conflict prevention and peacebuilding: meeting the challenges of the 21st Century*. Paris : IIPE : Occasional Paper.

⁵ *Crisis-sensitive education: from response to prevention*. Déclaration de position de l'INEE à propos de la Conférence des Nations Unies de Rio sur le développement durable (Rio +20).

⁶ Exemples : Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies ; Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat ; Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résistances face aux catastrophes ; Déclaration du Panama sur la réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes.

⁷ Les membres du G7+ sont composés des nations et régions les plus en retard dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (www.g7plus.org/).

⁸ Les objectifs principaux de Busan sont les suivants : politique légitime, sécurité, justice, bases économiques, recettes & services.

Mieux planifier face aux crises	1
éditorial : Planifier pour la paix et le développement durable	3
Soudan du Sud – distribuer les dividendes de la paix	4
L'éducation peut aider le Soudan du Sud à briser le cycle des conflits	5
Îles Salomon : de la politique à la planification	6
L'éducation au service de la paix après un conflit : le modèle multiculturel du Guatemala	7
Collaborer pour mieux planifier	8
Analyser la vulnérabilité du secteur éducatif	9
Prévenir la crise et s'y préparer	10
Le Népal a créé une équipe spécialisée dans la réduction des risques de catastrophes	11
Planifier la réponse aux tsunamis	12
Améliorer le financement des écoles : utilisation et utilité des subventions	13
Apprentissage ubiquitaire : appareils mobiles et contenus numériques	13
Apprendre du système éducatif d'Oman	14
Programme d'activités	15
Les jeunes, acteurs du changement social : ensemble, planifions l'éducation	15
Publications de l'IIPE	16



Imprimé sur papier recyclé

La *Lettre d'information de l'IIPE* est publiée
trois fois par an en anglais, en espagnol et en français,
et deux fois par an en russe.

Les articles peuvent être reproduits sans autorisation préa-
lable, à condition que la source soit citée.

Les appellations employées dans ce document n'impliquent
aucune prise de position de la part de l'UNESCO ou de l'IIPE
quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones,
ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Toute correspondance doit être adressée au :

Rédacteur en chef
Institut international de planification
de l'éducation (IIPE-UNESCO)
7-9 rue Eugène Delacroix,
75116 Paris, France

Tél : +33.1.45.03.77.00 Fax : +33.1.40.72.83.66

newsletter@iiep.unesco.org
www.iiep.unesco.org



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



International Institute
for Educational Planning

Planifier pour la paix et le développement durable

Il y a 18 mois, le vent du changement se levait dans le monde arabe. Les populations de Tunisie, d'Égypte, du Yémen ou de Libye sont parvenues à renverser des dictateurs en place depuis des décennies. Depuis, ces pays ont également réussi à organiser des élections pacifiques qui ont été saluées par la communauté internationale comme étant équitables et démocratiques. Et pourtant, on ne peut que se demander si ces élections marquent le début d'une période de stabilité et de développement durable ou si de nouveaux troubles ne vont pas affecter ces jeunes démocraties.

En attendant, la tragédie continue en Syrie, suscitant une grande inquiétude au sein de la communauté internationale. Beaucoup pensent que ce conflit qui s'éternise risque d'entraîner les États voisins dans une guerre régionale. D'autres redoutent que la situation au Moyen-Orient ne soit déjà devenue incontrôlable, les conduisant probablement au bord d'un gouffre.

Aurait-on pu éviter cela, ainsi que d'autres conflits meurtriers récents et sauver ainsi des milliers de vies, sans parler des milliards de dollars dépensés pour financer les guerres et les destructions ? L'éducation aurait-elle pu contribuer à atténuer les conflits et à rétablir la paix ? C'est ce que croit l'IIPE, qui apporte une contribution importante dans ce domaine depuis plus de dix ans.

L'IIPE a lancé l'initiative « Planifier l'éducation post-conflits et post-catastrophes », il y a 12 ans, dans le but de planifier l'éducation en vue de la reconstruction. Il s'agissait d'aider les pays à rebondir et à se reconstruire après un conflit ou une catastrophe naturelle, afin qu'il retrouve peu à peu une vie normale et un développement durable. Les activités de l'IIPE en matière de formation, de recherche, d'assistance technique et de diffusion de connaissances nouvelles sont largement reconnues et, plus important encore, mises à profit dans le monde entier, l'Institut étant l'un des acteurs majeurs dans ce domaine. Cependant, l'IIPE a compris qu'il était beaucoup plus important de se préparer aux catastrophes, à l'atténuation des conflits et au rétablissement de la paix plutôt que de reconstruire après d'éventuelles destructions. Plusieurs articles de cette *Lettre d'information*, décrivent les succès récents de l'IIPE et de ses divers partenaires dans certains pays sur les moyens de mieux planifier pour faire face aux situations de crise.

Pour l'IIPE, adapter la planification de l'éducation aux situations de crise demeure un domaine d'investissement. Fort de ses bons résultats et de l'expérience acquise au cours des dix dernières années, l'Institut continue de rechercher de nouveaux partenaires stratégiques. Cette action s'insère dans une approche intégrée visant à promouvoir l'équité sociale et l'intégration des femmes et des jeunes, ainsi que d'autres groupes marginalisés, afin de parvenir au développement durable. L'IIPE est convaincu que l'inclusion et l'équité sociale sont indispensables pour atténuer les conflits, consolider la paix et parvenir au développement durable, tant dans les pays qu'entre les pays. Tout cela commence par la planification de l'éducation. ■



Soudan du Sud – distribuer les dividendes de la paix

L'éducation est
capitale pour
éviter au Soudan
du Sud le piège de
la pauvreté et des
conflits

Kevin Watkins ▲ Brookings Institute

La République du Soudan du Sud, née le 9 juillet 2011, a placé l'éducation au premier rang de ses priorités en lui fixant des objectifs ambitieux. L'élaboration – avec le soutien de grands bailleurs de fonds – de la « Stratégie 2012-2017 pour l'enseignement général : promouvoir l'apprentissage pour tous » est d'autant plus louable étant donné que le pays manque cruellement de données et de capacités. Cette stratégie vise à réaliser l'enseignement primaire universel d'ici à 2017, avec des offres éducatives de la deuxième chance, des mesures pour améliorer les résultats scolaires et des initiatives pour réduire les inégalités entre les sexes. Avec l'appui de donateurs, comme l'UNICEF, et l'expertise technique de l'UNESCO et de l'IIEPE, le gouvernement a pu budgétiser la réalisation des objectifs.

Ce document témoigne de l'engagement des plus hautes autorités du pays, mais aussi du dévouement et du professionnalisme du personnel du ministère de l'Enseignement général et de l'Instruction.

Après avoir vécu une guerre civile sanglante, des violations systématiques des droits humains et une pauvreté endémique, le peuple sud-soudanais est en droit d'attendre que l'éducation soit un dividende de la paix et l'espoir d'un avenir meilleur. La république du Soudan du Sud est un bon exemple de l'engagement de la communauté internationale en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : la moitié des enfants en âge de fréquenter le primaire – plus d'un million au total – ne sont pas scolarisés, l'inégalité entre filles et garçons est l'une des plus fortes du monde, la plupart des enseignants ne sont pas formés et la pénurie de manuels et de salles de classe est chronique.

Manque de financement

Le Soudan du Sud est une illustration parfaite des failles de l'architecture de l'aide internationale. Les enfants attendent toujours des bailleurs de fonds qu'ils financent la construction de leur système national d'éducation. Apporter aux enfants et aux jeunes de ce pays une éducation décente contribuerait aussi à créer des emplois, à doper la croissance et, avec des programmes d'étude adaptés, à lutter contre les préjugés qui nourrissent les ressentiments.

L'éducation étant le meilleur moyen de distribuer les dividendes de la paix au Soudan du Sud, tous espèrent que les donateurs allaient soutenir le plan national d'éducation. Or, leur aide financière reste limitée – et devrait même diminuer, puisque certains des fonds communs ne seront plus disponibles fin décembre 2012.

Le danger guette

À l'intérieur comme à l'extérieur, des conflits menacent toujours la paix et la sécurité du pays, agitant le spectre d'une guerre totale. L'incapacité à résoudre le différend entourant le pétrole devrait entraîner des mesures d'austérité budgétaire, dont les conséquences seraient dramatiques pour l'éducation et d'autres services essentiels. Dans

ces domaines, le dialogue et le soutien de la communauté internationale sont vitaux. En attendant, le gouvernement et les donateurs doivent absolument poursuivre leurs efforts pour éviter tout conflit entre les différents groupes sociaux.

Sous réserve d'établir un vrai partenariat mondial pour l'éducation, le Soudan du Sud pourrait devenir un modèle de développement et une source de stabilité régionale. Faute de quoi, le pays risque de s'enliser dans le cercle vicieux de la pauvreté, de l'insécurité et des crises humanitaires récurrentes.

La communauté internationale doit agir

C'est dans ce contexte que l'ancien Premier ministre britannique, Gordon Brown, a appelé la communauté internationale à soutenir un plan de rattrapage accéléré de l'éducation entre 2012 et 2015¹. Ce plan bénéficierait de ressources provenant d'un

fonds commun pour l'éducation, appuyé par la Banque africaine de développement (BAfD), l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, ainsi que par des fondations privées et des organisations caritatives. Pour environ 400 millions de dollars par an, cette aide supplémentaire renforcerait les capacités du système éducatif public, tout en permettant :

- de scolariser dans le primaire 1 million d'enfants de plus ;
- d'élargir les perspectives d'1 million d'élèves supplémentaires en améliorant la qualité de l'éducation ;
- de former et d'aider 30 000 enseignants ;
- de réduire les inégalités entre filles et garçons en soutenant financièrement 500 000 filles ;
- d'augmenter les possibilités de rattrapage pour les adolescents et les jeunes adultes n'ayant pu bénéficier d'un enseignement fondamental ;

- d'appuyer la mise en place d'une offre d'urgence pour 300 000 enfants déplacés par les conflits en cours ;
- de construire 3 000 écoles pour les enfants d'aujourd'hui et de demain².

Les bailleurs de fonds bilatéraux déjà présents au Soudan du Sud – notamment le *Partenariat mondial pour l'éducation*, qui s'est engagé à fournir quelque 36 millions de dollars en trois ans (à comparer aux 90 millions annuels avancés par Gordon Brown) – ont un rôle crucial à jouer.

Pour dire les choses crûment, ce pays et ces enfants méritent mieux que des demi-mesures d'aide. Il est temps que la communauté internationale tienne ses promesses. ■

¹ Brown, G. 2012. *Education in South Sudan: Investing in a better future*. Londres : The Office of Gordon and Sarah Brown Limited. Téléchargeable sur : <http://gordonandsarahbrown.com>

² Ces estimations reposent sur des données de 2010

L'éducation peut aider le Soudan du Sud à briser le cycle des conflits

Lyndsay Bird – IYPE

En collaboration avec l'UNICEF et grâce à son soutien financier, l'IYPE aide depuis deux ans le ministère de l'Enseignement général et de l'Instruction (MoGEI) de la république du Soudan du Sud dans l'élaboration de la « Stratégie 2012-2017 pour l'enseignement général : promouvoir l'apprentissage pour tous » (GES). C'est l'un des rares plans sectoriels nationaux à avoir placé la réduction des risques de conflit et de catastrophe au cœur des processus de mise en œuvre, avec plusieurs mesures concrètes, dont les stratégies suivantes : (a) inscrire l'éducation à la paix et les compétences pour la vie courante dans la révision des programmes scolaires ; (b) élaborer des indicateurs de suivi du degré de sensibilisation aux questions de réduction des risques de conflit et de catastrophe ; (c) introduire dans les bases de données du système national d'information pour la gestion de l'éducation des indicateurs liés aux conflits et aux catastrophes.

Ces stratégies transversales s'intègrent dans les quatre objectifs stratégiques de la GES et peuvent se résumer comme suit : (a) améliorer la qualité ; (b) élargir l'accès et promouvoir l'équité ; (c) promouvoir l'alphabétisation des adultes ; (d) renforcer les capacités humaines et institutionnelles.

La GES est en cours de finalisation par les équipes du MoGEI. Le dispositif sera conforté par un programme de développement des capacités dispensé en priorité au niveau des États, et qui bénéficie du soutien du ministère japonais des Affaires étrangères. Le projet, confié au Bureau de l'UNESCO de Juba et à l'IYPE, permettra à plus de 100 fonctionnaires du ministère de l'Éducation d'apprendre à mieux planifier et gérer les systèmes éducatifs de leurs États respectifs. Comme le souligne Salah Khaled, du Bureau de l'UNESCO de Juba : « il est fondamental que les personnes qui appliquent le plan soient capables de respecter les objectifs de la GES. Ce projet ambitionne d'aider le gouvernement, à tous les échelons, à y réussir ».



© UN Photo/Eskinder Debebe

Une stratégie axée sur les ressources humaines

Après le séisme et le tsunami de 2007, le ministère de l'Éducation et du Développement des ressources humaines (MEHRD) a créé un groupe de travail pour l'éducation en situations d'urgence (TEES) afin de superviser et de coordonner la phase de reconstruction et de réhabilitation. Avec le temps, la nécessité d'élargir le mandat du TEES pour englober la réduction des risques de catastrophes et les activités de préparation s'est imposée. Pour appréhender la vulnérabilité du secteur de l'éducation aux catastrophes, il fallait développer les capacités en renforçant les institutions et en formant le personnel.

En 2011, plusieurs initiatives ont vu le jour pour concrétiser ces aspirations. D'abord, un point focal pour l'éducation en situations d'urgence (EiE) a été établi au sein du MEHRD. Ensuite, avec l'aide du Bureau régional de l'UNICEF à Bangkok, le ministère a organisé un atelier de formation de formateurs en EiE destiné aux hauts responsables nationaux et provinciaux. Les résultats de cet atelier ont servi à élaborer un projet de politique et de plan stratégique d'action pour la Réduction des risques de catastrophe (RCC) impliquant le sous-secrétaire en charge des programmes, les directeurs de plusieurs services du MEHRD et d'autres personnels techniques, ainsi que des membres de l'UNICEF et de Save the Children. Fruit de ces réflexions, la *Déclaration politique et directives pour la préparation aux catastrophes et l'éducation en situations d'urgence dans les Îles Salomon pour la période 2012-2015* s'articule avec le plan d'action pour l'éducation nationale (NEAP) 2013-2015 et comporte des mesures visant à améliorer l'accès, la qualité et la gestion. Ce document souligne les actions à prendre avant, pendant et après une crise : former les enseignants, réviser les programmes, adapter les infrastructures scolaires et les normes d'implantation, concevoir des plans d'urgence au sein des districts scolaires et s'assurer que le système d'information pour la gestion de l'éducation reflète les différents risques identifiés dans la politique de RCC.

Après approbation de la politique et du plan par le Cabinet, un budget a été établi, et

Îles Salomon : de la politique à la planification

Pas à pas, les autorités ont élaboré une stratégie efficace reposant sur des ressources viables

Gary Ovington ▲ UNICEF, Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique

L'archipel des Salomon comprend près de 1 000 îles, où vivent plus de 500 000 habitants, essentiellement d'origine mélanésienne. Très exposé aux risques naturels¹, le pays est particulièrement vulnérable au changement climatique. De plus, en 1999, des tensions ethniques, qui couvaient depuis longtemps entre les Gwale – autochtones installés sur l'île principale de Guadalcanal – et les migrants de l'île voisine de Malaita, ont explosé en violents affrontements, mettant en cause l'accès aux terres et aux autres ressources. Officiellement, la guerre civile a pris fin en 2003.

Depuis, le pays a introduit différentes mesures pour prévenir et atténuer les conflits, dont l'inscription de l'éducation à la paix dans tous les programmes d'étude. Des dispositions ont aussi été prises depuis le séisme et le tsunami de Gizo, en 2007, pour réduire les risques naturels.

¹ séismes, raz-de-marée, éruptions volcaniques, cyclones, inondations, etc.

New ZealandAID a accepté d'en financer la mise en œuvre. Le MEHRD a alloué 100 000 dollars des Îles Salomon afin de renforcer l'intégration de la RRC et de l'EiE dans la planification du secteur de l'éducation. Enfin, à compter de 2012, le ministère a accepté de reconduire le poste du point focal financé par Save the Children.

Les raisons du succès

L'établissement d'un groupe de travail et l'existence d'un expert de l'EiE et de la RRC au sein du MEHRD ont permis de garantir l'intégration des dispositions prises dans une politique et un plan d'envergure nationale. Le développement des capacités a sensibilisé les responsables ministériels

aux mesures de réduction des risques de catastrophes, ainsi qu'à leurs aspects techniques, ce qui a grandement amélioré la qualité et la pertinence du plan. De plus, le fait d'associer l'Autorité nationale de la gestion des risques à toutes ces initiatives visant à privilégier les passerelles et les synergies intersectorielles a rendu le plan plus cohérent et facilité son financement.

En anticipant les risques qui constituent si souvent la réalité des enfants et des jeunes des îles Salomon, ce processus de planification préventive cherche à édifier une société et un système éducatif plus sûr et plus solide. ■

L'éducation au service de la paix après un conflit : le modèle multiculturel du Guatemala

A. Faundez, E. Mugarib, and F. Lagier
Enfants du Monde

Discrimination, asservissement, conflit armé et génocide contre les peuples mayas ont jalonné l'histoire du Guatemala depuis sa colonisation. En 1996, la signature des Accords de paix a ouvert la voie à une réforme éducative visant à reconstruire une société égalitaire, en intégrant les langues et les cultures indigènes. Avec l'appui de l'organisation non gouvernementale suisse *Enfants du Monde*, l'organisation de la société civile *Xch'ool Ixim* a élaboré et mis en œuvre un programme scolaire bilingue et interculturel qui a transformé non seulement les processus d'enseignement et d'apprentissage, mais également la façon dont les communautés rurales mayas q'eqchi' – qui ont gravement souffert du conflit armé et n'avaient pas droit à l'éducation – se positionnent dans la société et construisent leur avenir.

Le programme scolaire s'articulait notamment autour des éléments suivants :

- un contenu dont toutes les matières sont adaptées à la communauté q'eqchi' ;
- un lien fort entre savoirs théoriques et pratiques ;
- un bilinguisme équilibré, utilisant à la fois l'espagnol et le q'eqchi' comme langues d'enseignement ;
- une interculturalité authentique, pratiquée en confrontant des savoirs endogènes (propres à la communauté) et exogènes (les savoirs systématisés et scientifiques).

Les excellents résultats constatés ont conduit le ministère de l'Éducation guatémaltèque à assumer le financement des écoles communautaires de *Xch'ool Ixim* et à former les enseignants d'une cinquantaine d'écoles rurales publiques. De plus, de nouveaux programmes scolaires ont été élaborés au niveau national, et la généralisation de ce modèle aux 13 000 écoles du département de l'Alta Verapaz a été planifiée. Intégrer de telles initiatives dans le processus national de planification, c'est garantir que le système éducatif est imprégné des principes du dialogue interculturel à tous les niveaux.

Quinze ans après la signature des Accords de paix, la collaboration entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, auparavant opposés, et l'amélioration des politiques publiques grâce à une expérience locale qui donne toute sa place au dialogue interculturel, ouvrent la voie à une éducation au service d'une société pacifiée et plus équilibrée.

Pour plus d'informations sur cette expérience, visitez le site Internet d'Enfants du Monde : www.edm.ch/fr



Collaborer pour mieux planifier

L'IIPE et le Partenariat mondial pour l'éducation présentent de nouvelles lignes directrices¹ pour l'élaboration de plans sectoriels

Jean-Marc Bernard & Margarita Licht ▲
Partenariat mondial pour l'éducation et
Sue Grant Lewis & Anton de Grauwe ▲ IIPE

Les planificateurs de l'éducation doivent vaincre divers obstacles pour respecter les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), parmi lesquels les incertitudes concernant l'impact des crises financières, la réduction de l'aide extérieure et le manque de moyens dans les administrations pour appliquer les plans. Les planificateurs doivent faire preuve d'ingéniosité pour élaborer des stratégies efficaces et peu coûteuses, pour éviter tout gaspillage et pour trouver de nouveaux partenaires et des solutions novatrices pour assurer les services. Les catastrophes humaines et naturelles – conflit, inondation, cyclone, séisme ou sécheresse, notamment – sont également des obstacles aux progrès vers l'EPT, avec de graves répercussions sur l'accès des enfants à une éducation de qualité. Les planificateurs doivent tenir compte de ces situations d'urgence dans leur travail.

Dans un effort commun pour aider les pays, l'IIPE et le Partenariat mondial pour l'éducation élaborent deux nouvelles séries de directives pour la préparation et l'évaluation des plans sectoriels. L'une concernera la conception de plans éducatifs complets, l'autre celle de « plans éducatifs de transition ». Cette dernière série couvrira les besoins urgents à court terme et le développement des capacités, tout en veillant à la mise en place d'un plan complet. Les plans de transition aideront en priorité les pays qui ont traversé (ou qui traversent) une crise grave et qui sont confrontés à des urgences éducatives. Les deux séries de directives permettront à tous les pays d'accéder à l'aide du Partenariat mondial pour l'éducation.

Ensemble, tournés vers un objectif commun

Les directives soulignent l'importance des processus de planification et le besoin permanent de développement des capacités pour s'assurer que tous les plans d'éducation sont bien ancrés dans les institutions nationales et bénéficient d'une large adhésion. Tout au long du processus, les groupes locaux d'éducation prendront une importance croissante. Présidés par le ministère de l'Éducation et soutenus par un donateur-coordonateur, ces groupes réunissent (du moins en théorie) toutes les parties prenantes du secteur, permettant ainsi l'élaboration, l'approbation et l'application participative des plans.

En plus de souligner l'utilité d'une analyse de la vulnérabilité du secteur éducatif aux catastrophes naturelles et aux conflits, le Partenariat mondial pour l'éducation insiste sur la nécessité de s'intéresser davantage aux problématiques cruciales de l'égalité entre les sexes et de la qualité de l'éducation. Malgré une reprise des investissements depuis le début du siècle, le niveau des performances scolaires reste médiocre. Convaincu que l'éducation est le préalable à toute forme de reconstruction et de développement, surtout lorsqu'il s'agit des pays les plus éloignés des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Conseil d'administration du Partenariat espère susciter plus d'intérêt pour les pays fragiles, rejoignant ainsi les priorités de l'IIPE. ■

¹ Pour plus d'informations sur le Partenariat mondial pour l'éducation et ces lignes directrices, à paraître : www.partenariatmondial.org/



©UNHCR/H.Caux

Analyser la vulnérabilité du secteur éducatif

Les efforts du Tchad pour protéger son système éducatif

Dibé Galy ▲ UNESCO, ex-directeur général de la Planification (ministère tchadien de l'Éducation) & Leonora MacEwen ▲ IIPE

À l'instar de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne, le Tchad est soumis aux risques d'inondations, d'érosion des sols, de vents violents, de famine et de conflits armés, ce qui aggrave d'autant plus le problème de l'accès équitable à une éducation de qualité pour tous – enjeu des efforts quotidiens du secteur. Conscient du poids supplémentaire que les crises font peser sur le système éducatif, et suivant l'exemple du Burkina Faso (voir p. 10), le ministère de l'Enseignement primaire et de l'Éducation civique s'est convaincu de la nécessité d'intégrer des stratégies de réduction des risques de conflits et de catastrophes naturelles dans ses plans sectoriels.

Avec le soutien de partenaires, le ministère s'efforce de tenir compte de cette nécessité dans la Stratégie intérimaire qui est en cours d'élaboration. En 2011, une analyse

de la vulnérabilité du système éducatif a été entreprise, avec l'appui technique de l'IIPE et un financement de l'UNICEF. Le document insiste sur les conclusions de cette analyse, ainsi que sur l'impact des différents risques quant à l'accès, à l'équité, à la qualité et à l'administration du système.

Améliorer l'équité et la qualité

L'analyse montre qu'en cas de catastrophe naturelle, c'est d'abord l'instinct de survie qui domine dans les familles. Les filles seront alors plus facilement retirées de l'école pour aider à la maison. Dans les zones arides, la migration des nomades commence en général au moment de la rentrée scolaire, augmentant nettement le taux d'abandon scolaire des enfants, qui accompagnent leurs parents itinérants, souvent jusqu'à la fin de l'année scolaire. En cas de conflits armés, l'enrôlement forcé des jeunes garçons perturbe leur scolarité et les empêche de terminer leurs études. De telles situations aggravent les inégalités du système aux dépens des groupes déjà défavorisés.

L'analyse souligne une autre fragilité du système éducatif tchadien : les programmes (des élèves comme des enseignants) ne traitent pas des initiatives de prévention ou de préparation aux crises et n'abordent pas les différents risques qui menacent le pays. Ces lacunes amoindrissent la qualité et la pertinence de l'apprentissage.

Prochaines étapes

L'analyse de la vulnérabilité a permis de mieux cerner les risques et les menaces qui pèsent sur le système éducatif tchadien. Il faut espérer que le gouvernement profitera de la dynamique ainsi créée et des conclusions de ce travail pour élaborer dans le secteur éducatif les stratégies nécessaires et fixer les objectifs requis en matière de réduction des risques de conflits et de catastrophes. ■



Prévenir la crise et s'y préparer

La stratégie du Burkina Faso pour atténuer l'impact des crises

Issaka Kaboré ▲ Catholic Relief Services, Burkina Faso, ancien membre du ministère de l'Éducation & Leonora MacEwen ▲ IIPE

Le Burkina Faso est régulièrement frappé par des catastrophes naturelles (inondations ou vents violents) qui ont des répercussions sur l'accès et la qualité de l'éducation. L'insécurité alimentaire, souvent directement liée à la sécheresse, perturbe périodiquement le système éducatif, tout comme les récents troubles civils et l'épidémie de méningite, mais de façon moins récurrente. Tous ces risques exigent en général une réaction rapide ou des efforts de prévention des autorités éducatives.

La population locale n'a pas oublié les inondations de septembre 2009, dont les stigmates sont toujours visibles dans le secteur de l'éducation. Près de 38 000 élèves ont été touchés : 435 écoles (dont 158 pour la seule région du Centre) ont perdu leurs équipements et autres matériels didactiques. Autre effet direct, l'augmentation de 7,7 % des abandons en 2009/2010 (contre 2,7 % en 2008/2009). Les conséquences économiques de ces inondations ne sont pas à négliger puisque la remise en état

des infrastructures éducatives a été estimée à plus de 1,8 milliard de francs CFA (3,5 millions de dollars). Face à cette réalité, le Burkina Faso a décidé d'intégrer dans son *plan décennal pour le secteur* des mesures de prévention des catastrophes et de réaction rapide aux éventuelles crises.

De la gestion des urgences à la prévention du risque

En 2009, le Burkina Faso a été l'un des premiers pays de la région à rédiger un *Plan national multirisques de préparation et de réponse aux catastrophes*¹, qui prône une action rapide et coordonnée dans différents secteurs, dont celui de l'éducation. Depuis les inondations de 2009 et la mise en œuvre de ce plan, le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation (MENA), en collaboration avec d'autres ministères, rencontre régulièrement ses partenaires pour apporter une réponse concertée en cas de crise. Par la suite, le MENA a jugé indispensable d'intégrer ce type de mesures dans tous les plans et programmes d'éducation, afin d'atténuer leur impact et, au final, d'améliorer l'accès à une éducation de qualité. En 2011, avec l'appui technique de l'IIPE et le soutien financier de l'UNICEF, le MENA a mis au point sa *Stratégie pour la réduction des risques de conflits et de catastrophes naturelles*, qui a été immédiatement intégrée dans le *Programme de développement stratégique pour l'enseignement de base (PDSEB) 2011-2020*.

Améliorer l'accès et la qualité

La stratégie prévoit des mesures qui font partie intégrante des programmes prioritaires du PDSEB pour l'accès et la qualité. Ainsi, en définissant des normes adaptées pour les bâtiments, elle veut s'assurer que les infrastructures éducatives résisteront aux vents violents et aux inondations. Elle cherche aussi à améliorer les programmes de repas scolaires dans les zones régulièrement touchées par la sécheresse et l'insécurité alimentaire, en restructurant notamment les ressources publiques et en formant les membres des communautés qui gèrent les cantines scolaires. Enfin, elle s'efforce d'améliorer les capacités du système à répondre aux besoins

¹ Voir: www.preventionweb.net

d'apprentissage des enfants déplacés par un conflit, en pré-positionnant des supports didactiques et en protégeant les fournitures menacées de destruction.

Par ailleurs, le PDSEB veut améliorer la qualité de l'éducation : le mobilier et les autres équipements scolaires détruits ou abîmés lors de catastrophes seront remplacés ou remis en état. Pour finir, le PDSEB devrait permettre le développement et la réforme des programmes scolaires pour qu'ils intègrent aussi des éléments de

prévention des conflits et des catastrophes, contribuant ainsi à la réduction des risques dans le pays.

Alors que le secteur de l'éducation se mobilise pour mettre en œuvre le PDSEB et les mesures de réduction des risques de conflits et de catastrophes, un dernier obstacle demeure : garantir la pérennité du financement public pour permettre à tous les enfants et adolescents du Burkina Faso d'accéder à une éducation dans les meilleures conditions. ■

Le Népal a créé une équipe spécialisée dans la réduction des risques de catastrophes

Morten Sigsgaard – IIPE



Le Népal fait partie des 20 pays au monde les plus vulnérables aux catastrophes. En plus d'inondations, glissements de terrain, tempêtes, incendies et autres avalanches, un séisme de grande ampleur frappe la vallée de Katmandou tous les 70 ans environ (le dernier datant de 1934). Les autorités redoutent plus de 100 000 victimes lors du prochain séisme et une détérioration de 60 % des écoles publiques. Par ailleurs, le Népal a été le théâtre d'un conflit armé lié à la rébellion maoïste, de 1996 à 2006, et connaît, depuis 2007, des troubles civils dans le sud des plaines du Terai. La campagne d'information « Écoles, zones de paix »¹, menée entre 2004 et 2008 a été remarquablement efficace pour réduire les risques de conflits dans le secteur de l'éducation. Elle a été officiellement adoptée par le gouvernement en 2011.

Malgré la réelle expertise du pays en matière de réduction des risques de conflits et de catastrophes dans l'éducation, ce thème est absent des documents et budgets actuels de planification. Le Consortium pour la réduction des risques au Népal, conjointement dirigé par le gouvernement et les Nations Unies, propose un cadre institutionnel clair pour son intégration dans les politiques et les plans nationaux, mais il faudrait poursuivre les activités de sensibilisation pour démontrer comment le secteur de l'éducation peut systématiquement contribuer aux initiatives de réduction des risques de conflits et de catastrophes du pays. À cet égard, l'appui politique du ministère de l'Éducation, des députés et des partenaires au développement sera crucial.

En janvier 2012, suite à un atelier national sur la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans l'éducation, le ministère de l'Éducation a élaboré une feuille de route sur cette question, dont la première étape a consisté à constituer une équipe technique spécialisée dans la réduction des risques de catastrophes. Il faut espérer que cette équipe participera au prochain bilan à mi-parcours du « Plan de réforme du secteur scolaire, 2009-2015 », puisque cet exercice sera l'occasion idéale de mettre en lumière le rôle du secteur éducatif dans les initiatives de réduction des risques de conflits et de catastrophes, mais aussi d'adapter les postes budgétaires aux activités annuelles envisagées.

¹ Cette campagne a été menée dans le cadre d'une collaboration entre plusieurs organisations actives au Népal, dont l'UNICEF, World Education, Save the Children, Informal Sector Service Centre (INSEC), la Croix-Rouge au Népal, Child Workers in Nepal (CWIN), Partnership Nepal et diverses ONG partenaires des communautés.



Planifier la réponse aux tsunamis

Le Chili a réussi à élaborer des stratégies pour répondre aux risques de tsunami

Pamela Orgeldinger et Giovana Santillán ▲
OREALC/UNESCO Santiago

Le 27 février 2010, un raz-de-marée consécutif à un séisme a détruit plusieurs villes côtières du centre-sud du Chili.

Cette catastrophe a poussé les autorités éducatives du pays à renforcer la planification du secteur afin d'introduire des stratégies de réduction des risques de catastrophes (RCC) dans les politiques éducatives. Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (OREALC/UNESCO) a soutenu ce processus ces deux dernières années, à travers un projet de « Mécanisme d'apprentissage adaptatif sur la préparation aux tsunamis à l'échelle des communautés » mis en œuvre au Chili, en Colombie, en Équateur et au Pérou – et financé par le programme de préparation aux catastrophes du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (DIPECHO). Au Chili, en plus

d'avoir institutionnalisé les relations de travail transversales entre le ministère de l'Éducation, la commission océanographique, l'institut de sismologie et le Bureau national des urgences (ONEMI), cette collaboration a permis de mettre au point, et à tous les niveaux, des programmes traitant de la prévention et de la préparation du secteur éducatif aux risques de tsunamis dans les régions côtières. Le matériel a été conçu de manière à préserver la véridité des données scientifiques, en adoptant une approche pédagogique. Un processus de validation a permis aux enseignants en poste de donner leur avis sur ces programmes, avant leur adoption officielle par le ministère de l'Éducation. Près de 145 écoles ont bénéficié de formations sur le phénomène scientifique du tsunami. Elles ont également appris à préparer un plan de sauvegarde de l'établissement scolaire, à prendre des mesures de réduction des risques et à organiser des exercices d'évacuation.

Un engagement sans faille

En étroite collaboration avec l'ONEMI, le ministère de l'Éducation a recensé toutes les écoles des zones côtières à évacuer en cas de tsunami. Les deux structures sont en train de préparer, avec l'appui technique de l'UNESCO et de l'Université de Concepción, une stratégie nationale d'éducation centrée sur la préparation aux tsunamis dans les écoles de ces régions. En 2012, le nord du pays sera privilégié, les scientifiques redoutant qu'un violent séisme (susceptible d'entraîner un tsunami) ne s'y produise à court terme. Dans cette seule région, plus de 70 000 élèves pourraient être touchés.

Enfin, la participation du Chili à la Conférence internationale pour la réduction des risques dans le secteur de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisée au Panama en octobre 2011, témoigne de l'engagement du ministère en faveur de la planification et de la mise en œuvre de politiques et de stratégies de RCC. En paraphant la Déclaration de Panama¹, le Ministre chilien de l'éducation s'est engagé, comme les 26 autres signataires du texte, à inclure la RCC dans la planification de l'éducation et dans les programmes scolaires. ■

¹ Déclaration de Panama sur la réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Améliorer le financement des écoles : utilisation et utilité des subventions

Candy Lugaz et Stephanie Dorman ▲ IPE

Du 14 au 16 mars 2012, 75 responsables de haut niveau, venus de 15 pays, se sont retrouvés à Addis-Abeba (Éthiopie), pour le séminaire politique régional « Améliorer le financement des écoles : utilisation et utilité des subventions », organisé par l'IPE et l'UNICEF, en collaboration avec le ministère éthiopien de l'Éducation. Ce séminaire marquait la fin de l'étude éponyme conduite en 2010-2011 par l'IPE en Éthiopie, au Kenya, au Lesotho, au Malawi et en Ouganda, et organisé avec le soutien de l'UNICEF et la collaboration du *Centre for Education Policy Development* (CEPD, Afrique du Sud). Les participants

ont commenté les résultats de la recherche, tiré les leçons d'expériences menées ailleurs et identifié des solutions pour améliorer les politiques de subventions dans leur pays. Selon un représentant du ministère de l'Éducation kenyan : « le Kenya veut agir ; il est prêt et a les moyens d'introduire des réformes ambitieuses en s'inspirant de ce travail ».

Comment concevoir des politiques de subvention qui contribuent à améliorer la qualité et l'équité, et qui soient aussi à l'avantage des élèves ? Tel était l'objectif de cette recherche, dont les résultats montrent que les subventions peuvent améliorer l'accès, encourager la prise de décisions collégiale dans les établissements

et renforcer les liens entre écoles et communautés, mais que leur impact en matière de qualité et d'équité reste mitigé. Cependant, plusieurs stratégies sont susceptibles d'améliorer la conception et la mise en œuvre de ces politiques : l'intégration des acteurs scolaires dans le processus d'élaboration, un suivi et un contrôle réguliers de la gestion et de l'utilisation des subventions, ainsi que la formation, l'appui et la prise de décisions participative au niveau des écoles. (Pour plus d'informations, consulter le précédent numéro de la *Lettre d'information de l'IPE* : « Renforcer les acteurs locaux », septembre-décembre 2011). ■

Apprentissage ubiquitaire : appareils mobiles et contenus numériques

L'impact sur les politiques éducatives : exemples venus d'Amérique latine

Margarita Poggi ▲ IPE Buenos Aires
mpoggi@ipe-buenosaires.org.ar

Comment l'utilisation d'appareils mobiles et de contenus numériques peut-elle contribuer à la formulation de politiques éducatives visant l'insertion, l'équité et la qualité pour tous ? Telle était l'interrogation au cœur d'un webinaire organisé par le Bureau de l'IPE-Buenos-Aires, du 14 au 16 mars 2012, en collaboration avec la Faculté des sciences sociales d'Amérique latine (FLACSO, Argentine).

Venus d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe, 26 spécialistes ont engagé le dialogue avec 7 000 participants

représentant quelque 25 pays du monde. Les discussions ont porté sur diverses tendances et initiatives qui surfent sur la vague de ces fameuses technologies « ubiquitaires » (netbook, tablette, smartphone, etc.) pour permettre un apprentissage en tout lieu et à toute heure, à l'instar du programme « Les germes de l'autonomisation (*Seeds of Empowerment*) », mis au point à Stanford, de « Bridge IT » de Pearson et Nokia (mis en œuvre aux Philippines, au Chili et en Colombie), ou encore du programme d'alphabétisation des jeunes et des adultes via les téléphones portables, qui devrait être lancé en Colombie courant 2012.

Les participants ont évoqué les stratégies d'utilisation des téléphones mobiles dans l'éducation, les solutions pour réglementer

et limiter cet usage, la technologie mobile dans la gestion et la communication institutionnelle, ainsi que les contenus numériques.

Ces échanges ont montré que les décideurs ont encore des progrès à faire : repenser le modèle pédagogique ; redéfinir les notions de « savoir » et d'« apprentissage » dans le monde actuel, ainsi que celle de « bonne » école ; comment intégrer les technologies ubiquitaires ; analyser en profondeur les risques et les bienfaits des politiques qui intègrent ces technologies dans les écoles ; anticiper la réflexion autour des stratégies réalistes pour sauter effectivement le pas.

Pour plus d'informations : www.webinar.org.ar. ■

Apprendre du système éducatif d'Oman



© IIEP

Véronique Quénehen ▲ IIEP
v.quenehen@iiep.unesco.org

Nouvelles des anciens stagiaires de l'IIEP

Promotions

Doungous Said AHMAD (Tchad), 2000/2001, est devenu directeur du développement de l'enseignement informatique au ministère de l'Enseignement secondaire.

Ali ATTOUMANI (Comores), 2005/2006, a été nommé administrateur délégué de la planification de l'éducation au ministère de l'Éducation.

El Hadji Meissa DIOP (Sénégal), 2006/2007, est devenu spécialiste du programme CapEFA pour le Bureau de l'UNESCO à Kinshasa (République démocratique du Congo).

Sidonia Hodge LACORBINIÈRE (St. Martin), 2011/2012, assure la direction par intérim du Département de l'éducation du ministère de l'Éducation, de la Culture, des Sports et de la Jeunesse.

Jean NJOYA (Cameroun), 2001/2002, est devenu inspecteur général des formations n° 2 au ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Vanneur PIERRE (Haïti), 2009/2010, a été nommé ministre de l'Éducation.

Pour plus d'informations

rejoignez le réseau des anciens de l'IIEP :

alumni-anciens@iiep.unesco.org

À l'invitation des autorités du pays, les 35 stagiaires de la 47^e session du Programme de formation approfondie (PFA) en planification et gestion de l'éducation de l'IIEP sont allés à la découverte du système éducatif du sultanat d'Oman, ainsi que des politiques contribuant à son développement. À l'issue de ce voyage, et forts des leçons tirées de cette expérience, les participants – hauts responsables dans les ministères de l'Éducation et dans les établissements de formation de pays en développement – pourront élaborer des politiques de planification et de gestion au service de leurs propres systèmes éducatifs.

Ce séjour de dix jours était axé sur l'enseignement de base, l'enseignement post-élémentaire et l'éducation des adultes, leurs relations avec l'enseignement supérieur et l'enseignement technique et professionnel avec, comme préoccupation constante, l'articulation entre système éducatif et monde du travail.

Les stagiaires ont pu assister à des conférences d'experts des ministères de l'Éducation et du Travail, des universités et des instituts de recherche du sultanat. Ils ont visité plusieurs établissements d'enseignement de base et post-élémentaire, des universités et des administrations publiques de trois gouvernorats (Mascate/Capitale, Al-Batinah et Al-Dakhilya).

Au terme de ce voyage, et en présence des autorités éducatives d'Oman, les participants

ont présenté leurs rapports et commenté ce qu'ils avaient vu et appris.

À Mascate, les stagiaires ont été accueillis par le ministère de l'Éducation et la Commission nationale du sultanat d'Oman pour l'éducation, la science et la culture auprès de l'UNESCO. M. Khalil Mahshi, directeur de l'IIEP, les accompagnait et a participé à la séance officielle d'ouverture, organisée à Mascate sous le patronage de S.Exc. M. Soud Al Balushi, sous-secrétaire pour la Planification de l'éducation et le Développement des ressources humaines du ministère de l'Éducation. ■

Disparition

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la disparition de Mme Wardat Mussa SALIM (Tanzanie), qui avait participé à la session 2008/2009 du PFA. Mme Salim était responsable des questions d'orientation au ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle de Zanzibar.

Programme d'activités

Août

6 août – 2 novembre

15^e cours de formation régional sur La planification et la gestion de l'éducation
Buenos Aires, Argentine
Contact: cursoregional@iipe-buenosaires.org.ar

Septembre

17 septembre – 9 novembre

Cours de formation à distance sur La planification de l'éducation pour la réduction des risques de conflits et de catastrophes
Frais d'inscription : 500 dollars EU
Contact: plan4cdr@iiep.unesco.org

Octobre

1^{er} octobre – 30 novembre

Cours de formation à distance sur L'utilisation d'indicateurs pour la planification de l'enseignement supérieur, à l'intention des pays d'Afrique anglophone
Frais d'inscription : 500 dollars EU
Contact: indicatorsup@iiep.unesco.org

3-4 octobre

Séminaire international sur L'enseignement supérieur technique en Amérique latine : nouvelles tendances et discussions
Buenos Aires, Argentine
Contact: cjacinto@iipe-buenosaires.org.ar

10-11 octobre

Séminaire international sur Les politiques concernant les enseignants : le nouvel ordre du jour de l'Amérique latine
Buenos Aires, Argentine
Contact: mpoggi@iipe-buenosaires.org.ar

15 octobre – 7 décembre

Cours de formation à distance sur La micro-planification et la carte scolaire (en français)
Frais d'inscription : 500 dollars EU
Contact: microplanification@iiep.unesco.org

16-18 octobre

Forum des politiques éducatives sur Les jeunes, acteurs du changement social : ensemble, planifions l'éducation (voir encadré)
Paris, France
Contact: planwithyouth@iiep.unesco.org

Les jeunes, acteurs du changement social : ensemble, planifions l'éducation

Malgré de considérables progrès, peu de pays seront en mesure d'atteindre les six objectifs de l'Éducation pour tous d'ici à 2015. Dans de nombreux pays, les systèmes d'éducation et de formation ne remplissent pas leur mission : dispenser un enseignement de qualité accessible à tous les jeunes et leur transmettre les compétences nécessaires pour s'adapter à un environnement en évolution. De nombreux jeunes sont ainsi privés de leurs droits civiques. Loin de s'avouer vaincue, la jeunesse s'implique, de manière informelle mais active, dans un processus d'apprentissage créatif et de planification de l'éducation. De plus en plus, la communauté internationale et les autorités nationales considèrent les jeunes comme des partenaires essentiels du développement et du progrès. Conscient de cette évolution, l'IIEP a décidé d'organiser, du 16 au 18 octobre 2012, à Paris, son Forum annuel des politiques éducatives autour de la question de l'engagement des jeunes dans la planification et les processus décisionnels. Ce Forum a permis d'engager un dialogue entre jeunes, décideurs politiques, praticiens et chercheurs afin de promouvoir l'engagement de la jeunesse aux différents niveaux de l'éducation formelle et non formelle et dans le secteur de la formation. L'ouverture du Forum a coïncidé avec le lancement de l'édition 2012 du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous de l'UNESCO, intitulé *Jeunesse, compétences et travail*. Au programme, des

interventions de Forest Whitaker, ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, et de Chaeli Mycroft, lauréate 2011 du Children's Peace Prize, ainsi que des tables rondes réunissant jeunes, chercheurs et décideurs. Un site web interactif a aussi permis à des jeunes et autres acteurs clés du monde entier de poursuivre les discussions. Trois thèmes essentiels ont été plus spécifiquement abordés :

1. Les jeunes, acteurs du changement social par la planification de l'éducation : vers la consolidation de la paix.
2. Renforcer les compétences et les opportunités d'engagement civique des jeunes dans des systèmes d'éducation formels et non formels.
3. Adapter les systèmes éducatifs à la transition des jeunes vers la vie active.

Le Forum était organisé en partenariat avec l'Assemblée mondiale de la jeunesse, deux chaires UNESCO, l'université Laval au Québec, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Fondation Atlantic Philanthropies.

Un site web et des forums de discussion sont ouverts pour plus d'informations. N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion, de vos expériences et de tout document relatif à l'engagement de la jeunesse dans la planification de l'éducation. Rendez-vous dès maintenant sur www.planwithyouth.org. ■

Publications de l'IIPE

Toutes les publications de l'IIPE sont téléchargeables gratuitement :
www.iiep.unesco.org/information-services/publications

Publications de l'IIPE sur « L'éducation en situations d'urgence et de reconstruction »

Education for Conflict Prevention and Peacebuilding: Meeting the global challenges of the 21st century

Phyllis Kotite, IIEP Occasional Paper, 2012, 49 p.

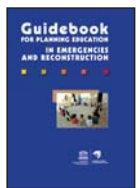


Au 21^e siècle, chacun s'inquiète des relations entre changement climatique, crise économique, épuisement des sources d'énergie, pénurie d'eau et de denrées alimentaires, catastrophes naturelles et conflits. Tous ces événements affectent les systèmes éducatifs et peuvent empêcher les gouvernements de prodiguer une éducation de qualité pour tous. L'auteur analyse les causes profondes des conflits et décrit diverses initiatives de prévention avant de s'intéresser au rôle

des décideurs, de la société civile, des jeunes, des femmes et des médias pour préserver et restaurer la paix dans le cadre d'une vision globale de l'éducation.

Guidebook for Planning Education in Emergencies and Reconstruction

2010, Édition révisée, ISBN 978-92-803-1353-6
5 volumes & CD-ROM: €20 • CD-ROM seul : €12 • Chaque volume: €5
Publié en chinois; **Disponible en espagnol**



Cette nouvelle édition entend aider les responsables et les acteurs de l'éducation à garantir un accès équitable à une éducation de qualité aux enfants frappés par une crise. Elle couvre quatre grandes thématiques : accès et inclusion ; enseignants et élèves ; programmes d'étude et apprentissage ; capacités de gestion. Chaque chapitre identifie des stratégies ou des options de politique à l'efficacité avérée dans divers contextes. Le *Manuel* a bénéficié de la collaboration de nombreux experts de l'éducation de par le monde.

Intégrer la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans la planification du secteur de l'éducation. Notes d'orientation pour les planificateurs de l'éducation, IIPE/Global Education Cluster/UNICEF, 2011, 126 p., ISBN : 978-92-803-2359-7



Recueil de conseils pratiques sur la manière d'intégrer, d'adopter et de mettre en œuvre des mesures RRCo/C dans la planification du secteur de l'éducation. Chaque chapitre décrit une phase du processus et montre comment l'adapter pour intégrer diverses mesures dans un plan sectoriel d'éducation. L'ouvrage s'achève par un récapitulatif des principales étapes et questions à garder à l'esprit au moment d'engager le processus de planification.

Understanding Education's Role in Fragility – Synthesis of four situational analyses of education and fragility: Afghanistan, Bosnia-Herzegovina, Cambodia, Liberia

2011, 65 p. Cahier de recherche, IIPE/INEE (Réseau inter-agences d'éducation d'urgence)



Ce rapport présente des statistiques clés qui expliquent les liens entre éducation et fragilité dans un large éventail de contextes. La synthèse s'appuie sur un cadre analytique qui fait appel à trois grilles de comparaison. Elle cherche à réunir les conclusions d'études de cas et, à travers des comparaisons construites sur divers cadres analytiques, à fournir des informations et avancer des recommandations pour l'élaboration de politiques et de programmes, tout en identifiant de possibles pistes de recherche.

Études thématiques et Études de cas nationales

L'IIPE a publié sept études thématiques (en anglais), en partenariat avec le Centre pour les enseignants britanniques (CfBT) et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (voir les titres *infra*). Plusieurs études de cas nationales ont été publiées en parallèle. La version papier de ces ouvrages est disponible au prix de 12 €, l'édition électronique pouvant être téléchargée gratuitement sur le site web de l'IIPE, ainsi que les études thématiques correspondantes.



On the Road to Resilience: Capacity development with the Ministry of Education in Afghanistan

Morten Sigsgaard (dir. publ.), 2011, 206 p. ISBN 978-92-803-1355-0

Opportunities for Change: Education innovation and reform during and after conflict

Susan Nicolai (dir. publ.), 2009, 262 p. ISBN 978-92-803-1328-4

Promoting participation: Community contributions to education in conflict situations

Joan Sullivan-Owomoyela & Laura Brannelly
2009, 163 p. ISBN: 978-92-803-1327-7

Rapid Response: Programming for education needs in emergencies

Jonathan Penson & Kathryn Tomlinson
2009, 175 p. ISBN 978-92-803-1325-3

Certification Counts: Recognizing the learning attainments of displaced and refugee students

Jackie Kirk (dir. publ.), 2009, 236 p. ISBN 978-92-803-1324-6

Donors' Engagement: Supporting education in fragile and conflict-affected states

Laura Brannelly, Susy Ndaruhutse & Carole Rigaud
2009, 257 p. ISBN 978-92-803-1330-7

Alternative Education: Filling the gap in emergency and post-conflict situations

Pamela Baxter & Lynne Bethke
2009, 194 p. ISBN 978-92-803-1332-1

Pour commander les publications de l'IIPE : info@iiep.unesco.org